

L'Hypocrisie de la Législature Française sur le Conflit du Haut Karabakh: Une Défense du Communautarisme et du Séparatisme Arméniens

Prof. Jamal Mimouni

Département de Physics

Université de Constantine 1

Le Quotidien d'Oran, 12 Décembre 2020

Ainsi le Sénat Français, droit dans ses bottes, a adopté le 25 novembre dernier une résolution sur le conflit du Haut-Karabakh à l'unanimité de ses 305 membres sauf une voix, reconnaissant l'Artsakh- une province en Azerbaïdjan- comme état indépendant. Ceci fut suivi par un vote similaire le 3 décembre par l'Assemblée Nationale, là aussi avec une écrasante majorité quoique avec un certain nombre d'abstentions. Dans ce dernier cas, c'est une déclaration assez fourre-tout ou elle y ajoute la demande de ré-examen de la poursuite du «processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne" et la défense des «communautés chrétiennes minoritaires menacées...". Cela alors même qu'elle discute d'un projet de loi sur le Séparatisme Islamique!



Les derniers jours du conflit au Haut Karabakh. La libération de Chouchi par les forces de l'Azerbaïdjan fut le point d'inflexion de la guerre, comme sa perte en 1994 annonça la défaite azérie lors de la première guerre.

Ce qui est étrange, en plus de cette quasi unanimité sur une question aussi complexe ou il y a deux parties en présence, c'est bien son timing et son caractère résolument communautariste. En cette période de tension extrême sur des questions de société en France avec la communauté Musulmane dans le collimateur du gouvernement et en particulier le « projet de loi confortant la laïcité et les principes républicains » fait sur mesure pour eux qui va être discuté par l'Assemblée Nationale, et au milieu d'une crise sanitaire sans précédente, ces deux institutions de souveraineté nationale ont cru opportun de passer leurs résolutions, certes non contraignantes pour le gouvernement, qui apportent un support total et inconditionnel à une partie du conflit et condamne totalement l'autre. Bien plus, elle place le conflit dans un contexte de choc des civilisations. C'est la barbarie Azerbaïdjanaise qui se déchaîne contre l'Arménie chrétienne, le tout servi avec un nombre remarquable de fakenews. Étonnant retournement de situation ou l'occupant devient la victime et une protection devrait lui être accordée. Rien de plus significatif que cette affirmation incroyable

dans le préambule du texte de l'Assemblée nationale: «le différend territorial n'est qu'un prétexte, et que nous assistons en réalité à une tentative d'épuration ethnique de la population arménienne ancestrale de l'Artsakh». L'ambassade d'Azerbaïdjan a réagit fortement à ces résolutions qu'elle décrit comme un "cocktail de mensonges, de haine et d'irresponsabilité". La communauté Musulmane elle aussi concernée dans une certaine mesure, mais comme tétanisé par le débat sur les séparatismes, n'a pas réagi.

Ces deux assemblées de souveraineté sont prises la main dans le sac à soutenir un séparatisme Arménien, souscrire à des injonctions communautaristes locales et se placer sans complexe dans une optique de clash des religions et cultures que rien ne justifie. Après tout, l'Azerbaïdjan est un état multiethnique, multiconfessionnel, dont pour les besoins de la cause est décrit comme Chiite, faisant face à la très chrétienne Arménie. Or l'Azerbaïdjan est largement dé-islamisé après une longue période de domination communiste et bien des Azéris ne connaissent pas la différence entre le Chiisme qu'ils assimilent à l'Iran et le Sunnisme à la Turquie. Il y a une histoire cocasse qui circule avec insistance que la population serait en passe de changer de Madhab et devenir tous Sunnites. au vue du support Turc et le manque de solidarité de l'Iran dans le conflit. D'un autre coté, il y avait d'âpres débats dans certains milieux Arméniens jusqu'à récemment si on pouvait être Arménien et renier le Christianisme..

Le Conflit du Nagorno-Karabakh

Ce conflit en lui même, vieux de trois décennies, fut déclenché lors du démembrement de l'Union Soviétique en 1991 et aboutit après plusieurs années de combat à l'occupation par l'Arménie du Nagorno-Karabagh ainsi que de sept provinces Azerbaïdjanaises qui l'entouraient. A la suite de cette guerre meurtrière, en fait une défaite humiliante pour l'Azerbaïdjan qui a vu 20% de ses terres occupées, un cessez le feu fut instauré alors qu'une République du Haut Karabakh indépendante fut autoproclamée, rebaptisé après de République d'Artsakh mais qui dépend de fait totalement de l'Arménie et n'est jusqu'à ce jour reconnu par aucun pays y compris l'Arménie elle même. Un dramatique échange de population eu lieu ou les Arméniens d'Azerbaïdjan s'enfuirent tandis que des centaines de milliers d'Azéris vivant au Haut-Karabagh en furent de même. Des funestes émeutes eurent lieu de part et d'autre telles que les celles anti-arméniennes à Sumgaït et à Bakou, quoique le massacre de Khodjali au Haut-Karabagh ou plusieurs centaines d'Azéris périrent lors de leur évacuation forcée fut certainement celui de plus grande ampleur.

Le groupe dit de Minsk en 1992 se mit en place sous l'égide de l'OSCE dont la tâche était de trouver une solution définitive au conflit. Presque trente ans et plusieurs générations de négociateurs après, il est clair que les négociations n'avaient abouti à rien. L'Arménie traînait des pieds et en fait voulait transformer sa victoire de 1994 en un acquis historique comme l'ont fait d'autres avant eux, et bien sûr le maître joueur à ce jeu, Israël avec les territoires occupés de Cisjordanie, Jérusalem Est et le Golan. D'un autre côté, l'Azerbaïdjan ne voulait rien concéder et était seulement disposée à accorder une autonomie culturelle au Haut Karabakh. Sans l'existence de mécanisme de pression qu'aucun des membres du groupe de Minsk ne voulait mettre en place, et malgré les résolutions décisives de l'ONU, le conflit s'était transformé en un autre conflit gelé. Après tout, la cause ne semblait pas en valoir la chandelle, l'Azerbaïdjan, autocratique pays du Caucase et royaume des Alyev avec aucune facade sur le Monde si ce n'est la lucarne de la mer Caspienne, n'était pas un acteur stratégique si ce n'est pour son pétrole et son gaz, tandis que l'Arménie enclavée et pauvre économiquement n'avait pas grand chose à offrir.

Sans entrer dans tous les aléas de l'histoire tourmentée de la région, il est un fait central que les Arméniens ont une présence séculaire dans la région avec leurs premiers peuplements qui datent de plusieurs siècles avant notre ère, pour ensuite constituer une florissante civilisation qui s'étendit

même bien au delà du Caucase. Cependant au vu du flux et reflux de l'histoire et les conflits avec les autres peuples de la région, une exclusivité territoriale Arménienne est difficile à justifier sur la base de l'histoire ancienne. Ainsi la région fut pendant plusieurs siècles sous la domination de Byzance puis des Turcs Seljuk enfin des Perses, tandis que dans la période précédent la domination russe au 19ème siècle puis soviétique au 20ième siècle, elle faisait partie du Khannat du Karabagh, et Yerevan elle même était alors à majorité Azéri. L'arrivée massive d' Arméniens de différentes régions d'Asie et notamment de Turquie et de Perse comme politique officielle du Tsar et aussi leur émigration au XXIème siècle suite à leur persécution changea quelque peu la donne démographique dans cette région du Caucase, mais juste avant la première guerre du Karabagh en 1990, un quart des habitants du Haut Karabakh étaient non Arménien tandis que la seconde ville Chouchi elle même était à majorité azérie.

La Résolution du Sénat: Un modèle de Dénaturation des Faits

Revenons à ces votes historiques passés avec une écrasante majorité, et focalisons nous sur les éléments qui posent problème, nous concentrant sur la seule résolution du Sénat.

- La résolution parle d'agression azérie le 27 septembre alors que ceci n'est pas avérée vu que les incidents armés n'ont pas cessés depuis les vingt dernières années sur la ligne de cessez le feu, le dernier en date était en juin dernier, tandis qu'un embrasement particulièrement sérieux qui dura quatre jours a eu lieu en 2016. Il est facile de trouver pour chaque camp des raisons pour vouloir garder la tension élevée, mais de toute façon l'instabilité sur la ligne de feu jamais clairement démarquée rendait ces incidents endémiques inévitables. Certes l'Azerbaïdjan dans la foulée de l'incident du 27 septembre en a profité pour lancer son offensive et de fait, rompre de manière définitive et sur toute la ligne de démarcation le cessez le feu de 1994. On peut même assumer qu'elle s'était préparée à cela depuis un certain temps. Le Sénat aurait pu faire porter le blâme sur les Azéris pour ne pas avoir dés-escaladé comme le font d'habitude les deux camps après chaque incident, mais accuser les Azéris d'avoir déclenché le conflit les premiers est injustifié et n'est supporté par aucune preuve tangible.



La deuxième guerre du Karabagh qui dura six semaines, se termina par une victoire décisive de l'Azerbaïdjan qui de ce fait récupère ses territoires occupés par l'Arménie.

Cette

résolution n'est pas une analyse politique sérieuse mais bien une déclaration de solidarité exclusive avec les Arméniens et truffée de considérations géopolitiques. Ainsi, la première phrase de la déclaration est une attaque en règle contre le président Erdogan en personne suivi dans les phrases

suyvantes en rapide succession d'attaques contre la Turquie avançant qu'elle est l'instigateur du conflit, pour conclure en accablant à nouveau la Turquie pour ce conflit et ses conséquences sur l'Arménie. L'Azerbaïdjan elle est présentée comme un État manipulé qui se lança dans le conflit sans volonté propre, alors que les observateurs savent que la libération du Nagorno Karabakh est une cause nationale qui fait l'objet d'un consensus total de la population azérie et toutes les institutions quelque soit leur orientation politique. L'Arménie isolée politiquement, coincée géographiquement et pauvre, n'avait que peu d'alliés véritables, mais cela n'est pas la faute de l'Azerbaïdjan. De plus, étant puissante occupante, elle n'a qu'elle à blamer pour ne pas avoir saisi les différentes occasions de résoudre le conflit en des termes bien plus avantageux pour elle, en particulier sur la base des principes dits de Madrid en 2007, ou le plan de Kazan et autres. Cela leur a été rappelé de manière brutale par le président Poutine lui même dans sa fameuse conférence de presse lors de la signature de l'accord du cessez le feu ou pédagogiquement il expliqua les occasions manquées par l'Arménie, en particulier lors du premier cessez le feu ou elle aurait pu s'en tirer à moindre coût. Mais sa rhétorique guerrière de ces dernière décennies, qui a de plus militarisé à outrance la société Arménienne, ainsi que sa propagande triomphaliste de la conduite de la guerre que rien ne supportait sur le terrain, ne lui ont pas permis de prendre des décisions vitales à temps. Ceci sans parler des fanfaronnades de ses dirigeants lors d'incidents sur la ligne de cessez le feu menaçant d'occuper plus de territoire azéri si ces incidents se répétaient. Que l'Azerbaïdjan ai reçu un support politique et militaire d'autres pays, et en première ligne la Turquie, est incontestable, mais c'est bien ce que faisant en sous main d'autres pays pour l'Arménie, sauf que les ressources financières de cette dernière ne lui permettaient pas d'égaliser l'effort d'armement Azerbaïdjanais, mais cette réalité, elle aurait dû l'intégrer dans sa conduite du conflit.

- Aucune mention n'est faite des multiples résolutions de l'ONU et du Conseil de Sécurité qui appellent à l'évacuation sans condition des territoires occupés, ni même la position officielle de la France. Flagrante omission pas innocente du tout de ce document du Sénat pour une résolution de politique étrangère.

- Elle appelle au retour des réfugiées Arméniens qui ont fuit les zones de combat, mais se garde bien de parler des centaines de milliers de réfugiés Azéri ayant été chassés en 1991 de leurs domiciles et perdu tout leurs biens. Elle appelle dans sa moins que candide surenchère de solidarité à ce que les forces d'Azerbaïdjan évacuent les territoires reconquis et qui font partie du Haut Karabagh, ce que les Arméniens eux mêmes n'ont pas demandé tant il est irréaliste.

En résumé, la résolution du Sénat présente la situation de manière faussée ou il y a deux adversaires, les Arméniens chrétiens rempart de la civilisation Occidentale, et les Turcs accessoirement alliés aux Azerbaïdjanais et à visée hégémonique et soupçonné de vouloir répéter les massacres des Arméniens de 1915. Cette résolution à mis la barre bien haute, la lutte des Arméniens était une lutte de la Civilisation, supposément contre la Barbarie. Or l'Arménie n'a jamais été menacée durant tout le conflit, couverte comme elle était par son traité de défense commune avec la Russie et le fait que les combats se déroulaient exclusivement en territoire Azerbaïdjanais. Le lobby Arménien aidant et le conditionnement général des sénateurs contre la Turquie firent le reste pour pondre une résolution unanimiste et complètement coupée de la réalité politique. Et puis pourquoi cette unanimité pour un conflit complexe, chaque belligérant puisant ses arguments imparables dans l'histoire alors que seuls des compromis entre les partis adverses permettraient de trouver des solutions?

Il est clair que le tapage unilatéral des médias en support de l'Arménie pourtant agresseur ne permettait pas, même à ceux qui l'aurait voulu, de voter contre le «politiquement correct». Le gouvernement Français avait quant à lui les mains liées par le fait que la France fait partie du

groupe de Minsk et elle ne pouvait ouvertement supporter une résolution qui allait à l'encontre de toutes les résolutions de l'ONU sur la question. Tout ce que le président Macron a pu faire a été de lier le conflit à un «activisme turc» accusant la Turquie de verser de l'huile sur le feu et d'exprimer « la proximité qu'entretient la France avec le peuple arménien ». Par contre, il n'a rien eu à dire de trente ans d'impuissance du groupe de Minsk qui transforma le cessez le feu de 1994 en un conflit gelé alors que sa mission était d'aboutir à une paix durable.

Une Terminologie à Charge et des Fakenews à la Pelle

1- Le soi disant «glacis sécuritaire»

La résolution du Sénat comme la presse en général fait référence aux sept districts occupés par l'Arménie comme une «zone tampon» ou «glacis sécuritaire», et jamais de territoires occupés. Personne ne s'interroge comment une telle zone tampon peut être plusieurs fois plus étendue que la zone à préserver, notamment le Haut Karabakh, ni que sur cette «zone tampon» vivait une population là aussi plusieurs fois supérieure en nombre à tous les habitants du Haut-Karabakh estimé à quelque 130.000, population qui a été faite réfugiée du fait du conflit. D'ailleurs, de toutes les déclarations officielles ou de personnalités publiques qui se sont exprimés sur le conflit, aucun n'a eu un mot de compassion pour les victimes Azéris, ou de compréhension encore moins de

	<p><i>Une propagande pernicieuse plaçant le conflit dans un contexte de guerre de religion qui n'en était pas une.</i></p>
--	--

solidarité pour l'Azerbaïdjan qui a vu son territoire amputé en dépit du droit international.

2- Le Conflit entre deux États pour des Territoires occupés

Le conflit a souvent été présenté comme un combat entre les habitants Arméniens du Haut-Karabagh aidé par des «volontaires» d'Arménie, mais bien peu relève la fausseté d'une telle caractérisation, voire son absurdité. D'abord comment des miliciens lors de la guerre de 1988-1992 même si fortement armés et doués d'une bonne connaissance du terrain auraient pu résister à l'armée professionnelle adverse au point d'occuper une portion de ses terres hors du Karabakh? Ensuite c'est une évidence sur le terrain que c'est bien l'armée Arménienne qui combat, et que l'artillerie, les blindés, les systèmes de défense aérien est celui de l'armée régulière Arménienne. L'«armée de défense» ne sont que des supplétifs motivés et bien entraînés, certes utile pour prétendre à une certaine indépendance de l'Artsakh, mais qu'il est bien difficile de distinguer de l'armée Arménienne. Puis le Haut Karabagh est présenté comme exclusivement Arménien; mais cela est dû au fait de la purification ethnique qui eu lieu durant la précédente guerre. Ainsi la ville de Chouchi décrite comme la perle de la région et dont la reconquête constitua le point de rupture

du conflit était majoritairement azérie avant les hostilités. Ces habitants ont autant le droit de s'exprimer sur le statut du Haut Karabakh que les habitants d'origine Arménienne. Nous avons donc finalement à faire à un conflit entre deux pays ou l'Arménie se bat contre l'Azerbaïdjan en territoire Azerbaïdjanais!

Le fameux référendum de 1991 pour la secession que certains invoquent pour légitimer les prétentions indépendantistes n'en est pas un aux yeux du droit international. D'abord pour que ce référendum soit valable, encore faudrait-il qu'il soit organisé par un État souverain qui seul peut assurer les conditions de sa tenue et appliquer ses résultats, sinon il ne peut constituer qu'un sondage. D'ailleurs tous les Azéris habitants le Haut Karabagh n'y ont pas participé, et donc parler d'unanimité pour l'indépendance se transforme en une farce. C'est aussi grotesque que de faire voter pour le support d'une certaine proposition de loi que ses supporters.

En fait, la demande initiale des militants Arméniens en 1988 était le rattachement pur et simple du Haut Karabakh à l'Arménie, mais au vu des implications légales de ce coup de force pour l'Etat Arménien, il fut procédé en deux étapes. La première était la proclamation d'une République indépendante (rebaptisée Artsakh en 2017), puis en second lieu, ils auraient procédé à rattacher cette République à l'Arménie mère.

3- Le Summum du Fakenews: les Djihadistes Syriens

Il est pas innocent qu'à chaque fois que la partie Azerbaïdjanaise est mentionnée, c'est en association avec la Turquie et ces fameux djihadistes. Des journaux n'ont-ils pas décrit les récentes hostilités en gros titres d'agression Turco-Azérie? Dès le début des combats, on a parlé avec insistance de ces centaines voire des milliers de djihadistes syriens qui auraient rallié la zone de combat. Même le président Macron ainsi que d'autres chefs d'Etat en ont fait constamment mention, pour faire jouer ce que l'on ne peut qu'appeler l'effet de répulsion associé à leur évocation et ainsi diaboliser la partie Azerbaïdjanaise.



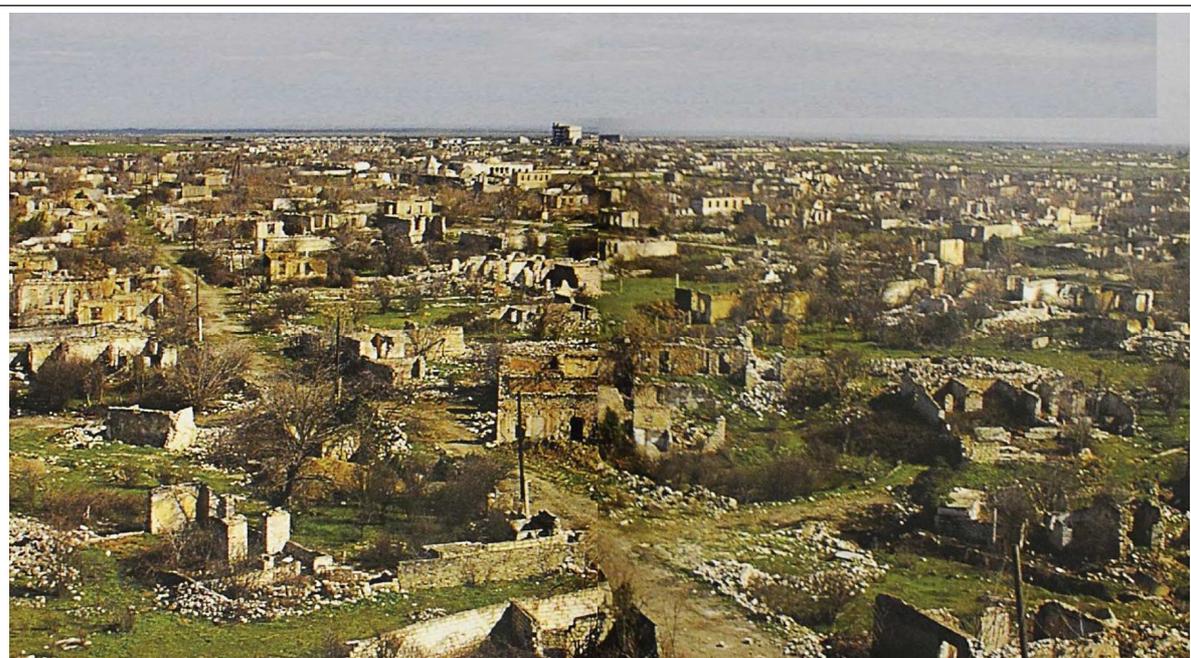
L'hydre Turc et la menace djihadiste brandis comme épouvantail

Or, aucune preuve n'a été apportée de ce mouvement massif de djihadistes, ni lors de leur transit par la Géorgie ou la Russie ou l'Iran, ni par l'observation de leur présence sur le terrain. Ces zombies combattants sont même crédités, d'après certaines sources, d'avoir fait pencher la balance des forces en présence. Y est même décrit leur salaire mensuel suivant leur statut et expérience,

ainsi que le nombre total exact de ces décès (541 morts pas un de plus selon une source largement citée). La seule chose qui manque c'est des documents prouvant leur présence réelle avec images et noms.! Et puis l'armée d'Azerbaïdjanaise ne manque pas de troupes à ce que l'on sache alors que l'Azerbaïdjan a mobilisé toute sa population en age de combattre, pour avoir à recourir à ces «mercenaires»? Ceci sans compter les complications logistique et linguistique pour les incorporer au front avec ses troupes régulières. Et même si des combattants Syriens auraient réussi à rejoindre l'Azerbaïdjan, probablement des Turkmènes, ils ne pourraient être qu'en nombre négligeable. Et puis pourquoi les appeler «djihadistes» puisque la Turquie est elle même en guerre en Syrie contre les milices dites djihadistes et Daesh? Brandir tout opposant au régime de Bashar comme djihadiste est bien commode mais c'est une distortion sérieuse de la réalité. Par contre le fait que nombre d'Arméniens citoyens de pays voisins comme la Russie, la Georgie, et même la France ont rallié la zone de conflit comme volontaires ainsi d'ailleurs que des supplétifs Yazidites et même Kurdes est parfaitement documenté à travers différents clips video de propagande sur Youtube et dans divers autres média, même si au vu de leur nombre limité, leur apport est plus symbolique qu'autre chose. La présence prétendue de djihadistes dans les combats n'est qu'une fiction commode pour la propagande pro-arménienne et pour blâmer la Turquie, et que la résolution du Sénat puisse s'appuyer de tels faits non vérifiés est une faute grave.

Un «Cessez-le-feu Patrimonial et Culturel» en Retard de Trente ans

Ces deux résolutions parlent du danger encourus par les sites culturels arméniens tandis que le président Macron lui demande "un cessez-le-feu patrimonial et culturel" pour éviter une "destruction du patrimoine culturel et cultuel" arménien dans la région. Pas un mot sur les actes de vandalisme à grande échelle perpétrés par les Arméniens contre le patrimoine culturel et religieux azerbaïdjanais dans les terres occupées. En effet, pas une ville ou village azéri n'est restée debout, mais détruit maison par maison dans un déchaînement de haine, à part celles occupées par les colons Arméniens. Autant de Varsovie que de villes Azéries autrefois vibrantes de vie, et dévastées sans avoir eu à subir de bombardement!



La ville fantôme d'Aghdam, l'"Hiroshima du Caucase". Une des nombreuses villes azéries du Karabagh complètement détruites lors de l'occupation Arménienne.

Tous les édifices culturels, mausolées, bibliothèques et autres réduits en ruines, comme si

Attila était passé par là. Il y a autant de mosquées détruites que de villages, avec quelques unes laissées intactes qui ont été réduites en étables ou en porcheries. Une ville telle qu'Aghdam, dont l'armée arménienne s'est retirée le 20 novembre, et où vivaient quelques 143.000 habitants, fut surnommée au vu du champ de ruines qu'elle est devenue, l' "Hiroshima du Caucase".



Relogement massif des centaines de milliers d'Azéries expulsées de leurs terres lors de la première guerre du Karabakh entre 1988 et 1994.

L'Arménie, et tous ceux qui n'ont pas eu la décence de condamner ces comportements barbares, n'ont aucune autorité morale pour parler maintenant d'attitude civilisée et de valeurs culturelles.

Un Silence Arabe bien Révélateur

On aurait pu penser que vu la similitude à certains égards de l'occupation du Haut-Karabagh par l'Arménie et celle des territoires Palestiniens par Israël, les pays Arabes auraient sympathisé fortement avec la cause de l'Azerbaïdjan. Malgré une timide déclaration officielle de la Ligue Arabe en sa faveur, leur quasi-indifférence au conflit en dit long sur la sincérité de leur support à la cause Palestinienne. Il est vrai que la haine de certains de ces pays envers la Turquie les a fortement inhibé à le faire, appliquant de manière sournoise l'adage «l'ennemi de mon ennemi est mon ami», et ne voyant dans le conflit que ce que la Turquie serait en mesure de bénéficier politiquement d'une victoire de Azerbaïdjan...

Cynisme et Communautarisme

Concluons en nous interrogeant si ces deux assemblées législatives Françaises sont dans

leurs rôles en arborant dans leurs textes respectifs tant de partialité voire de cynisme? Ces textes comme nous venons de le voir n'ont aucune profondeur historique et ont été semble-t-il dictées mot par mot par des lobbies communautaristes, sans même feindre un semblant d'équilibre? La communauté Arménienne en France forte de quelque 600.000 membres a mis tout son poids écartant de fait le récit Azérie. Et puis quel crédit apporter à ces déclarations qui sont contraires aux décisions des instances internationales dont quatre résolutions du Conseil de sécurité, de même qu'elles vont à l'encontre des décisions françaises dans les arènes internationales, sans parler du tort qu'elles portent au rôle de médiateur de la France dans le conflit? Malgré leur laïcisme déclaré, elles veulent préserver leur rôle de "mécène des chrétiens" comme le montre bien le titre de la résolution de l'Assemblée Nationale Française. Au final, ce sont de bien peu glorieuses résolutions, au communautarisme assumé et mettant à mal les principes de laïcité dont ils se gargarisent, truffées de contre vérités, contraires au droit international, et adoptés largement en réaction à leur aversion profonde envers la Turquie.

Mais que devrions nous attendre d'une Assemblée Nationale qui qui avait en 2005 adopté une résolution à contre courant de l'histoire louant «le rôle positif» de la colonisation?